

**Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**A.D.A.P.E.I.
des Alpes-Maritimes**

**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE
DES PARENTS ET AMIS DE
PERSONNES HANDICAPEES MENTALES
DES ALPES-MARITIMES
(A.D.A.P.E.I. - AM)
Nice La Plaine 1 – Bâtiment B2
Avenue Emmanuel Pontrémoli – CS 83218
06204 NICE Cedex 3**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
DE L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PARENTS ET AMIS
DE PERSONNES HANDICAPEES MENTALES
DES ALPES MARITIMES (A.D.A.P.E.I. - AM)**

**Siège social : Nice la Plaine 1, Bâtiment B2
Avenue Emmanuel Pontrémoli – CS 83218
06204 NICE Cedex 3**

*Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2025*

A l'assemblée générale de l'Association A.D.A.P.E.I. – AM,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale ordinaire, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.D.A.P.E.I. - AM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthodes comptables concernant la mise en application à compter du 1^{er} janvier 2025 du Règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « Changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable résultant de l'application de la nouvelle réglementation comptable relative à la mise en application à compter du 1^{er} janvier 2025 du Règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables appliqués par votre association, nous avons vérifié la bonne application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.



RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

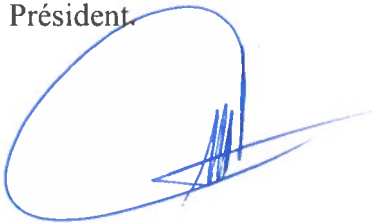
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Le Cannet, le 07 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes :
CABINET TRINTIGNAC & ASSOCIES

M. Jean-François GUTTADORO,
Président.

A blue ink signature of M. Jean-François GUTTADORO, featuring a large, stylized 'G' and a horizontal line with several vertical strokes at the end.

M. Bruno ALLEAUME,
Commissaire aux Comptes Associé.

A blue ink signature of M. Bruno ALLEAUME, consisting of a series of fluid, overlapping loops and a horizontal line at the bottom.

I. BILAN

ACTIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025			Exercice N-1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2024 - 12/2024
Frais d'établissement - Total I	25 985	25 985		
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	194 221	193 179	1 043	1 528
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 998 279	1 611 277	6 387 002	6 140 590
Constructions	88 110 394	48 744 816	39 365 578	41 011 619
Installations techniques, matériels et outillage	9 732 596	7 616 762	2 115 834	2 067 233
Autres immobilisations corporelles	11 925 369	8 999 048	2 926 321	2 454 200
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	111 427		111 427	103 448
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	3 989 021		3 989 021	3 841 276
Prêts				
Autres immobilisations financières	151 713		151 713	159 560
ACTIF IMMOBILISE - Total II	122 213 020	67 165 083	55 047 937	55 779 455
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	147 085		147 085	150 656
Avances et acomptes	34 177		34 177	82 773
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 361 295	412 868	3 948 427	4 410 701
Créances reçues par legs ou donations	236 967		236 967	225 505
Autres créances	1 617 085		1 617 085	491 041
Charges constatées d'avance	337 297		337 297	272 354
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	43 728 612		43 728 612	39 326 464
ACTIF CIRCULANT - Total III	50 462 519	412 868	50 049 650	44 959 495
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	172 701 523	67 603 936	105 097 588	100 738 949

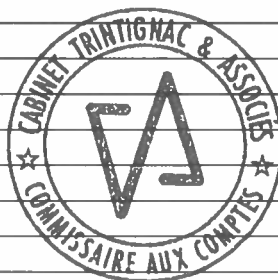


PASSIF	Exercice N 01/2025 - 12/2025	Exercice N-1 01/2024 - 12/2024
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	545 562	545 562
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	424 338	424 338
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	42 109 609	40 903 197
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	22 106 171	22 022 046
Autres réserves	14 690 315	15 094 772
Report à nouveau	516 687	468 189
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	-4 590	-4 590
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>	-961 421	-961 421
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	3 956 114	3 907 615
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-2 473 416	-2 473 416
Excédent ou déficit de l'exercice	2 474 101	850 455
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 826 123	132 623
Situation nette (sous total)	60 760 612	58 286 511
Subventions d'investissement	2 659 391	2 726 447
Provisions réglementées	11 267 255	10 491 539
FONDS PROPRES - Total I	74 687 258	71 504 496
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	393 297	225 505
Fonds dédiés	6 371 621	5 633 852
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	6 764 918	5 859 357
PROVISIONS		
Provisions pour risques	1 171 220	1 392 480
Provisions pour charges	989 847	913 935
PROVISIONS - Total III	2 161 066	2 306 415
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	8 867 760	9 497 812
Emprunts et dettes financières diverses	5 082	3 309
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commande	561 062	804 657
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 415 034	2 241 646
Dettes fiscales et sociales	7 057 965	6 858 008
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	587 644	689 026
Autres dettes	1 984 072	973 910
Produits constatés d'avance	5 727	312
DETTES - Total IV	21 484 345	21 068 681
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	105 097 588	100 738 949



II. COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1
	01/2025 - 12/2025	01/2024 - 12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	38 780	38 532
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	402 517	446 584
Ventes de prestations de services	9 180 740	11 136 087
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	55 375 040	54 665 121
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	55 375 040	51 520 862
Ressources liées à la générosité du public	506 118	888 137
<i>Dons manuels</i>	53 562	38 024
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>	452 556	850 112
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	1 047 483	606 411
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	51 783	
Utilisations des fonds dédiés	415 535	379 852
Autres produits	12 367 472	11 934 653
Total I	79 385 468	80 095 377
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	0	0
Variation de stocks	-3 588	-11 341
Achats de matières premières et autres approvisionnement	42 793	54 972
Autres achats et charges externes	18 508 107	22 013 910
Impôts, taxes et versements assimilés	3 436 824	3 336 186
Salaires	33 077 808	32 521 577
Cotisations sociales	14 810 278	13 970 819
Dotations aux amortissements, aux dépréciations	4 662 209	5 286 484
Dotations aux provisions	430 574	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	5 386	
Reports en fonds dédiés	1 321 097	1 650 827
Autres charges	542 342	518 313
Total II	76 833 831	79 341 748
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	2 551 637	753 629
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 164 096	1 484 859
Total III	1 164 096	1 484 859
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions	745 247	952 535
Intérêts et charges assimilées	347 629	405 800
Total IV	1 092 876	1 358 335
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	71 220	126 523
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	2 622 857	880 152
PRODUITS EXCEPTIONNELS V	64 275	2 545 957
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	94 744	2 425 141
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-30 469	120 816
Impôts sur les bénéfices (VIII)	118 287	150 513
Total des produits (I+III+V)	80 613 839	84 126 192
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	78 139 738	83 275 738
EXCEDENT OU DEFICIT	2 474 101	850 455
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 826 123	132 623



III. ANNEXE COMPTABLE AU 31 DECEMBRE 2025

Préambule

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les notes ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

a. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Affiliée à l'UNAPEI¹, reconnue d'utilité publique par décret du 30 août 1963, l'ADAPEI-A.M.2, Association Loi 1901 à but non lucratif, a été créée le 22 avril 1955 par des parents et amis d'enfants handicapés et publiée au Journal Officiel le 29 avril 1955.

Sa durée est illimitée.

La dernière mise à jour des statuts date du 8 juin 2024.

Le siège social est situé à Nice.

Selon l'article 2 de ses statuts en vigueur, l'ADAPEI-AM a pour buts :

- 2.1 - de poursuivre au sein de l'UNAPEI la défense morale et matérielle des personnes en situation de handicap et/ou de vulnérabilité : enfants, adolescents ou adultes, nommées ci-après « Personnes accompagnées » ;
- 2.2 - de donner aux Personnes accompagnées, en fonction de leur situation individuelle, la « possibilité » d'agir, la « capacité » d'agir et les « moyens » d'agir sur leur parcours de vie, au travers d'un accompagnement et d'un soutien adaptés ;
- 2.3 - de promouvoir et de mettre en œuvre ce qui peut être nécessaire pour le meilleur développement physique, intellectuel et moral des Personnes accompagnées, de favoriser leur plein épanouissement et dans toute la mesure du possible, leur insertion professionnelle et sociale. Pour ce faire, elle peut agir auprès des Pouvoirs Publics, Administrations, élus et tous organismes constitués ;
- 2.4 - d'engager toute action de partenariat, de concertation et/ou de médiation visant à favoriser l'intégration et l'exercice de la citoyenneté de la Personne accompagnée ;
- 2.5 - d'apporter aux familles et proches aidants des Personnes accompagnées l'appui moral et matériel dont ils ont besoin, de développer entre eux un esprit d'entraide et de solidarité, et de les amener à participer activement à la vie associative ;

offrant aux Personnes accompagnées un accompagnement adapté leur permettant de réaliser leur projet de vie, au regard notamment de l'évolution des politiques publiques et de la mise en place de nouveaux dispositifs d'accompagnement ;

organisant toutes activités dans le cadre des loisirs, de l'accès à la culture, au sport, à l'information et au bien-être de la Personne accompagnée.

L'Association est organisée par domaine de compétences, sa zone d'activité s'étend à l'ensemble du territoire des Alpes-Maritimes :

¹ Union Nationale des Associations de Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales

² Association Départementale des Parents et Amis de Personnes Handicapées Mentales des Alpes-Maritimes



Un Pôle Accueil et hébergement

- Etablissements et Services Accueil et Hébergement :
 - Foyer d'Hébergement,
 - Foyer de Vie,
 - Foyer Eclaté,
 - Centre d'Accueil de Jour (C.A.J.),
 - Service d'Accompagnement à la Vie Sociale (S.A.V.S.),

Un Pôle Travail et insertion

- Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT).
- Section d'Accompagnement Spécialisé (S.A.S.).

Un Pôle Jeunesse et soin

- Institut Médico Educatif (I.M.E.) :
- Section d'Education et d'Enseignement Spécialisés (S.E.E.S.), en internat et en externat
 - Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle (S.I.P.F.P.), en internat et en externat
- Service d'Education Spécialisée et de Soins A Domicile (S.E.S.S.A.D.).
- Unité d'Enseignement Elémentaire Autisme (UEEA)
- Etablissement d'Accueil Médicalisé (E.A.M.).
- Maison d'Accueil Spécialisée (M.A.S.)
- Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE)

Un Siège social

Une Gestion associative et 5 sections

b. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2025

✓ Contexte

L'année 2025 est marquée par les principaux événements :

- La prorogation des CPOM et autorisations des frais de siège.
- La cession des autorisations de la Mas des Fontaines au 15 Février 2024 (Le résultat 2024 de l'association comprenait le déficit sur 2024 de cet établissement à hauteur de -359 K€)
- La revalorisation des Dotations Globales de Financement notamment du CD06 entre 2024 et 2025, la contribution au financement du Ségur pour tous par le CD06 et l'évolutions des autres participations aux frais sur 2025 soit +1 155 K€



- Le nouveau contrôle URSSAF sur 2025 pour les années 2022 à 2024 dont le motif principal de régularisation porte sur le versement mobilité. Le positionnement de l'URSSAF a permis de diminuer la provision de + 226 K€ concernant l'année 2022. Les procédures judiciaires relatives aux 2 derniers contrôle URSSAF qui portaient sur la remise en cause des exonérations de versement mobilité sont toujours en cours. Des démarches sont également conduites auprès des Autorités organisatrices de mobilité
- La mise en place de dispositifs salariaux issus des Négociations Annuelles Obligatoires 2025 pour faire face aux difficultés de recrutement et de remplacement (primes de présentéisme sur 2025 sur la Mas de Canta Galet, primes exceptionnelles 2025 sur Malbosc et Loubonnières, primes exceptionnelles 2025 pour les cadres, etc)
- Le déploiement du Schéma directeur des systèmes d'informations se poursuit avec nouvelles infrastructures réseaux et de nouvelles applications (AGEVAL, Gameo etc).
- Un nouveau contrat d'assurance multirisque professionnelle est entrée en vigueur à compter du mois de mai 2025, avec de nouveaux prérequis à respecter, soit une augmentation de coût de 82 K€ sur 2025
- L'impact des reprises exceptionnelles de provisions sur 2025 sur la dépréciation des créances en lien avec l'aboutissement de démarches de recouvrement soit + 163 K€ et la reprise de provisions pour litiges suite à la clôture de procédures soit + 114 K€.
- Dans le cadre de la présentation des comptes agrégés, le périmètre de neutralisation des prestations internes a été étendu à l'intégralité de celles-ci. Cette évolution entraîne un impact, avec un effet miroir sur les achats de prestations internes, tant sur le poste de produits « ventes de prestations de services » agrégées de 2 792 K€ que sur le poste de charges « autres achats et charges externes ».
- La parution sur 2025 de nouveaux décrets relatifs à la mise en œuvre du plan de transformation ESAT avec notamment des compléments d'information sur le régime de prévoyance santé mis en place à compter du 1^{er} janvier 2026.
- La nouvelle méthode de calcul des unités de crédit projetées appliquée sur les indemnités de fin de carrière qui tient compte de la probabilité de présence, des projections salariales et d'un taux d'actualisation basé sur les rendements des obligations d'entreprises de haute qualité.
- L'application du Règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 homologué le 23 décembre 2023 modifiant le règlement ANC 2023-03 relatif au Plan comptable Général avec une nouvelle



définition du résultat exceptionnel, la création de nouveaux comptes comptables, la suppression de la technique des transferts de charges et la mise à jour des états financiers)

c. PRINCIPES, REGLES & METHODES COMPTABLES

I. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence.

Conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du point ci-dessous
- indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels résultants des textes législatifs et réglementaires relatifs à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico sociaux.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels.
- Du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux.
- Du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, applicable à compter des exercices ouverts au 01/01/2025
- De la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 27 décembre 2024 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis.

Les changements de réglementation entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2025 ont été considérés dans les comptes annuels 2025 :

Règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03



Les données relatives à l'exercice 2024 n'ont pas été retraitées, en dehors des modifications nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat. En ce sens, au bilan, la ligne « Avances et acomptes » a été reclassée sur la ligne « Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes ».

Les autres modifications du bilan ne concernent que le déplacement de section (frais d'établissement, charges constatées d'avance). Au compte de résultat, les charges et produits exceptionnels de l'année 2024 ont été agrégés respectivement sur une ligne conformément aux nouveaux modèles d'états financiers, sans en modifier le montant certifié en 2024.

Changement de méthode comptable lié à un changement de réglementation comptable

Le règlement n°2022-06 du 4 novembre 2022 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025 et a introduit plusieurs modifications :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel ;
- La suppression de la technique de transfert de charges ;
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers ;
- Une nouvelle présentation des informations dans l'annexe, introduisant des modèles de tableaux obligatoires.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés en tenant compte de l'application des nouveaux modèles d'états financiers issus de ce nouveau Règlement.

	Compte de résultat 2025	Compte de résultat 2025	Ecart	Compte de résultat 2024
	Nouveau Règlement ANC 2022-06	Avant Règlement ANC 2022-06		Avant Règlement ANC 2022-06
Produits d'exploitation	79 385 468	79 232 448	153 020	80 095 377
Charges d'exploitation	76 833 831	76 882 749	-48 918	79 341 748
Résultat d'exploitation	2 551 637	2 349 699	201 938	753 629
Résultat financier	71 220	71 220	0	126 523
Résultat exceptionnel	-30 468	171 470	-201 938	120 816
IS	118 286	118 286	0	150 513
Excédent	2 474 103	2 474 103	0	850 455



II. Evénements postérieurs à la clôture 2025

Les états financiers de l'Association ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2025 de l'Association, la gouvernance et la direction de l'Association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité à poursuivre son exploitation.

III. Principales méthodes utilisées

1. Agrégation des comptes annuels

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre.

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun correspondant aux frais de siège sont neutralisés.

Dans le cadre de la présentation des comptes agrégés 2025, le périmètre de neutralisation des prestations internes a été étendu à l'intégralité de celles-ci. Cette évolution entraîne un impact, avec un effet miroir sur les achats de prestations internes, tant sur le poste de produits « ventes de prestations de services » agrégées que sur le poste de charges « autres achats et charges externes ».

Par ailleurs, dans la présentation du compte de résultat, les autres produits tiennent compte de la variation du stock de produits finis. Les concours publics et subventions d'exploitation comprennent la participation des personnes accompagnées comprises dans la tarification du Conseil Départemental.

2. Durées d'amortissement

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition.



Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des constructions.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire.

Application de la méthode des composants au patrimoine existant au 31 décembre 2007 et aux bâtiments achetés :

Actif acquis avant le 01/01/2008 :

Pour l'application du règlement ANC 2014-03, portant sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et sur la définition et l'évaluation des actifs, l'Association a retenu la méthode prospective.

Les règles de comptabilisation des constructions par composants retenues dans ce cas à compter du 1^{er} janvier 2008 ont été appliquées de la façon suivante :

COMPOSANTS	DUREE D'AMORTISSEMENT	POURCENTAGE ³	POURCENTAGE ⁴
Structure et ouvrages assimilés	30 à 50 ans	88,70%	90,30%
Menuiseries extérieures	25 ans	5,40%	3,30%
Chauffage collectif	25 ans		3,20%
Chauffage individuel	15 ans	3,20%	
Etanchéité	15 ans		1,10%
Ravalement	15 ans	2,70%	2,10%

Nota Bene : Lorsque le terrain d'assiette de la construction ne fait pas l'objet d'un acte séparé, le terrain est valorisé à 10 % du montant total avant décomposition de l'immeuble.

Le patrimoine existant au 31/12/2007 a été régularisé conformément à ces données dans le cadre de la production des comptes annuels 2008.

Impact dans les comptes annuels lié à la décomposition des bâtiments par composant pour le patrimoine existant au 31-12-2007 :

A la clôture de l'exercice 2025, le montant total au bilan des amortissements dérogatoires comptabilisés à ce titre est de :

- En dotation : 48 347 €
- En reprise : 64 275 €

³ Dans le cas d'un logement individuel

⁴ Dans le cas d'un immeuble collectif



3. Constructions neuves

Les règles de comptabilisation des constructions par composants pour les nouvelles constructions sont les suivantes :

COMPOSANTS	DUREE D'AMORTISSEMENT
Structure et ouvrages assimilés	30 à 50 ans
Menuiseries extérieures	25 à 30 ans
Menuiseries intérieures	15 à 20 ans
Chauffage collectif	20 à 30 ans
Chauffage individuel - Climatisation	10 à 20 ans
Plomberie - Sanitaire – VMC	25 à 30 ans
Electricité	20 à 30 ans
Système de sécurité incendie	10 à 15 ans
Revêtements	15 à 20 ans
Faux plafonds	15 à 20 ans
Peintures intérieures	10 à 15 ans
Ascenseurs	15 à 20 ans
Agencements installations	10 à 20 ans
Etanchéité – Zinguerie	15 à 20 ans
Ravalement	15 à 20 ans

Les honoraires sur travaux sont ventilés en fonction du poids relatif de chaque lot par rapport au coût total des différents lots de la construction et suivent les durées d'amortissement du lot considéré sauf si les honoraires sont attribuables directement à un lot auquel cas leur durée d'amortissement est la même que celle dudit lot.

Les taxes et redevances afférentes aux constructions suivent les durées d'amortissement relatives à la structure.

4. Autres biens amortissables

Les biens non décomposables :

Les biens non décomposables sont amortis sur la durée d'usage selon la préconisation de l'instruction M22 :

- | | |
|-------------------------------|--------------------|
| - Matériel | de 03 ans à 15 ans |
| - Matériel informatique | de 01 an à 05 ans |
| - Outillage | de 05 ans à 15 ans |
| - Automobile | de 04 ans à 10 ans |
| - Matériel de bureau | de 05 ans à 15 ans |
| - Mobilier | de 05 ans à 10 ans |
| - Agencements & installations | de 10 ans à 20 ans |
| - Logiciels | de 01 an à 3 ans |



5. Titres et participations

Les titres et participations sont valorisés à leur coût d'achat. Les titres sont dépréciés, le cas échéant, par voie de provision lorsque leur valeur d'utilité devient inférieure à la valeur comptable.

6. Stocks

Les différentes catégories de stocks ont été valorisées au 31 décembre N d'après la méthode du Premier Entré Premier Sorti (PEPS). Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire du stock est inférieure à sa valeur comptable.

7. Créances

Les créances sont enregistrées pour leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des risques de non recouvrement auxquels elles sont exposées ou lorsque leur valeur actuelle devient inférieure à leur valeur nominale.

8. Subventions d'investissement sur biens renouvelables (compte 131000)

Les subventions d'investissements sont reprises au résultat au même rythme que les amortissements des biens qu'elles financent s'il s'agit de biens amortissables.

9. Provisions réglementées

Le règlement ANC 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS en vertu des dispositions II de l'article R.314-95 du code de l'action sociale et des familles dotées.

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.



10. Fonds propres

Activités propres de l'Association et des Sections :

Les résultats de l'Association et des Sections sont affectés par l'Assemblée Générale Ordinaire.

11. Biens et créances reçus par legs et donations

Concernant les biens, créances et dettes reçues par legs à compter du 1^{er} janvier 2020 :

- Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par le Conseil d'Administration en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de cette condition. L'Association inscrit en engagements reçus hors bilan les biens dont elle est bénéficiaire dès qu'elle en est informée, pour leur valeur estimée, jusqu'à la date de leur comptabilisation effective à l'actif.
- Les biens reçus par legs et donations acceptés par l'entité au cours de l'exercice destinés à être conservés par l'Association en vertu d'une décision du Conseil d'Administration ou les biens destinés par le donateur à renforcer les fonds propres sont comptabilisés dans des comptes d'actif par nature à la date d'acceptation par le Conseil d'Administration.
- Les biens reçus par legs et donations acceptés par l'entité au cours de l'exercice destinés à être cédés sont comptabilisés à l'actif dans le compte « biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » à la date d'acceptation par le Conseil d'Administration. Ces biens ne sont pas amortis.
- Les disponibilités, les actifs bancaires et les actifs financiers à recevoir sont comptabilisés à l'actif dans un compte de créances dès l'acceptation et jusqu'à la date de réception des fonds.
- Les obligations attachées à ces legs et donations sont constatées en dettes ou en provisions également lors de l'acceptation.
- La contrepartie de la comptabilisation des biens, des dettes et provisions est :
- En fonds propres sans droit de reprise lorsqu'il existe une stipulation du donateur de renforcer les fonds propres.
- En produits dans le cas contraire.
- A la clôture de l'exercice, la valeur correspondante des actifs et passifs acceptés et non encore réalisés est portée en fonds reportés.



d. COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN & AU COMPTE DE RESULTAT

I. Tableau de variation des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute au début de l'exercice Approuvé	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	25 985			25 985
Autres immobilisations incorporelles	213 207		18 985	194 221
Immobilisations incorporelles en cours	0			0
Immobilisations incorporelles Total I	239 192	0	18 985	220 206
Terrains et aménagements	7 674 057	326 966	2 744	7 998 279
Constructions	86 893 102	1 569 549	352 259	88 110 392
Installations techniques, matériel et outillage	10 068 655	498 187	834 246	9 732 596
Autres immobilisations corporelles	11 767 516	1 085 736	927 884	11 925 369
Immobilisations en cours	44 236	140 526	107 350	77 412
Avances et acomptes	59 212	1 246 027	1 271 224	34 015
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0			0
Immobilisations corporelles Total II	116 506 778	4 866 991	3 495 706	117 878 063
Titres immobilisés	3 172 186	0		3 172 186
Prêts	0			0
Autres immobilisations financières	828 650	432 078	292 181	968 548
Immobilisations financières Total III	4 000 836	432 078	292 181	4 140 734
TOTAL GENERAL (I+II+III)	120 746 806	5 299 069	3 806 872	122 239 003



Commentaires :

Les accroissements des immobilisations comprennent notamment :

- La mise en œuvre du Projet SASE (Gestion centralisée de l'architecture réseau) pour un montant de 305 865 €, dans le cadre du Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI).
- Les divers travaux de mise en conformité liés au contrôle technique interne pour 202 039 €.
- Les travaux du parking de l'IME P.Merli pour 158 435 €.
- Les travaux de rénovation des systèmes de climatisation sur l'ESAT Antibes pour 219 618 €.
- Les renouvellements de matériels et d'installation

Les mouvements des comptes d'avances et acomptes traduisent les versements effectués au cours des travaux et leur reprise lors de l'achèvement et du règlement des travaux.

II. Tableau de variation des amortissements

AMORTISSEMENTS	Durée d'utilisation (en années) ou taux d'amortissement	Mode d'amortissement	Valeur brute au début de l'exercice Approuvé	Augmentations (*)	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	5 ans	Linéaire	25 985			25 985
Autres immobilisations incorporelles	1 à 3 ans	Linéaire	211 679	485	18 985	193 179
TOTAL (I)			237 664	485	18 985	219 164
Aménagements des terrains	10 à 20 ans	Linéaire	1 533 467	80 555	2 744	1 611 277
Constructions	5 à 50 ans	Linéaire	45 881 483	3 204 491	341 157	48 744 816
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 20 ans	Linéaire	8 001 421	434 773	819 433	7 616 762
Autres immobilisations corporelles	5 à 10 ans	Linéaire	9 313 316	586 402	900 670	8 999 048
Immobilisations corporelles en cours			0			0
Avances et acomptes			0			0
			0			0
Total (II)			64 729 687	4 306 221	2 064 004	66 971 904
TOTAL GENERAL (I+II)			64 967 351	4 306 706	2 082 989	67 191 067
Amortissements exceptionnels				0	0	
TOTAL			64 967 351	4 306 706	2 082 989	67 191 067

III. Tableau de variation des dépréciations

DEPRECIATIONS	Valeur au début de l'exercice Approuvé	Augmentations (*)	Diminutions	Valeur à la fin de l'exercice
Frais d'établissement	0			
Autres immobilisations incorporelles	0			
TOTAL (I)	0			
Aménagements des terrains	0			0
Constructions	0			
Installations techniques, matériel et outillage	0			
Autres immobilisations corporelles	0			
Immobilisations corporelles en cours	0			
Avances et acomptes	0			
Biens reçus par legs et donations destinés à être cédés	0			
Total (II)	0		0	
TOTAL GENERAL (I+II)	0		0	

NEANT



IV. Variation des comptes de capitaux, des réserves et des provisions règlementées

Numéro de Comptes	Comptes	Montant à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat (+) si augmentation (-) si diminution	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la Clôture de l'exercice
1021xxxx	Fonds propres sans droit de reprise					
1022xxxx	Première situation					
1023xxxx	Fonds statutaires					
1024xxxx	Dotations non consommables					
1024xxxx	Autres apports sans droits de reprise	545 561,88				545 561,88
	Total Fonds propres sans droit de reprise	545 561,88				545 561,88
	Fonds propres avec droit de reprise					
103xxxx	Fonds statutaire					
1034xxxx	Autres apports avec droits de reprise	424 337,65				424 337,65
	Total Fonds propres avec droit de reprise	424 337,65				424 337,65
	Ecarts de réévaluation					
1051xxxx	Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise					
1052xxxx	Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise					
	Total Ecarts de réévaluation					
	Réserves					
1063xxxx	Réserves statutaires ou complémentaires					
1064xxxx	Réserves réglementées					
1068522	Excédents affectés à l'investissement	39 617 322,69	1 206 412,61			40 823 735,30
1068552	Excédents affectés à la couverture du BFR					
1068562	Réserves de compensation des déficits	1 169 572,86				1 169 572,86
1068572	Réserves de compensation Ch amortissement	116 301,02				116 301,02
10688xxx	Autres réserves	15 094 771,52	-404 456,57			14 690 314,95
	Dont réserves des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	22 022 046,49	84 125,00			22 106 171,49
	Total des Réserves	56 997 968,09	801 956,04			56 799 924,13
	Report à nouveau					
1100000X	RAI Créancier hors ESMS					
11050000	RAI Créancier ESMS hors Gestion contrôlée					
11501200	RAI Créancier ESMS Gestion contrôlée - AG	3 517 341,24	646 062,04			4 163 403,28
11502000	RAI Créancier ETS Gestion Contrôlée AT	507,20	21 477,30			21 984,50
11508XXXX	RAI Autre report à nouveau					
11509200	RAI Débiteur ESMS Gestion contrôlée	389 766,82	-519 040,80			229 273,98
11591200	Dépenses réglées des activités sociales et médico sociales					
11592200	Dépenses pour Congés payés	-2 473 415,77				2 473 415,77
11500000	RAI Débiteur hors ESMS	-4 590,12				4 590,12
11500000	RAI Débiteur ESMS hors Gestion contrôlée	-961 420,63				961 420,63
	Dont RAI des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	3 907 615,26	48 498,54			3 956 113,80
	Total Report à nouveau	468 183,74	48 498,54			516 682,28
	Excédents ou déficits de l'exercice					
12010000	Résultat - Excédent exercice hors ESMS					
12020000	Résultat - Excédent exercice ESMS gestion non contrôlée	23 056,25	-23 056,25			
12050000	Résultat - Excédent exercice ESMS gestion contrôlée	2 205 420,76	-2 205 420,76			
12910000	Résultat - Déficit exercice hors ESMS					
12920000	Résultat - Déficit exercice ESMS Gestion non contrôlée	-406 035,52	406 035,52			
12960000	Résultat - Déficit exercice ESMS Gestion contrôlée	-971 986,91	971 986,91			
	Dont Résultats des activités sociales et médico sociales sous gestion contrôlée	1 233 433,85	-1 233 433,85			
	Total Excédents ou Déficit de l'exercice	850 454,58	-850 454,58	2 474 101,26	0,00	2 474 101,26
	SITUATION NETTE (sous total)	58 266 510,94		2 474 101,26		60 760 612,20
	Fonds propres consommables					
	Fonds propres consommables					
	Total Dotations consommables					
	Subventions d'investissement					
131xxxx	Subventions d'équipement	3 295 132,02				3 295 132,02
13181000	Taxe d'apprentissage	467 387,08		88 485,24		555 872,32
138xxxx	Autres Subventions d'investissements					
139xxxx	Subventions d'investissement versée au C.R.	-629 798,00		-151 367,25		781 165,25
13918100	Taxe d'apprentissage versée au compte de résultat	-406 274,23		-4 183,90		410 458,13
	Total subventions d'investissement	2 726 446,87		67 054,91		2 659 391,96
	Provisions réglementées					
141xxxx	Provisions réglementées pour couverture du BFR					
145000	Amortissements dérogatoires	798 402,81		48 347,21	-64 275,31	782 474,71
148300	Provisions réglementées / Pôts financiers	952 535,37		1 082 194,89	-336 947,75	1 697 782,51
148610	Réserves des PV nettes d'actif immobilisé	8 740 600,44		58 173,46	-11 776,39	8 786 997,53
	Total provisions réglementées	10 491 538,62		1 188 715,56	-412 999,45	11 267 254,73
	TOTAL GENERAL	71 604 496,43		3 696 760,93	-412 999,45	74 687 257,91
Subventions d'investissements						
7470000	Opération des subventions au compte résultat			156 511,15		
	Ecart			0,00		
Provisions et reprises réglementées						
9674177521	Prov Fonds Roulement					
9672578725	Amortissements dérogatoires			48 347,21	-64 275,31	
967461787401	Provisions dérogatoires d'actif			46 347,06		
	Ecart			0,00		



Les mouvements de l'exercice intègrent les résultats des exercices antérieurs, conformément aux décisions prises par l'assemblée générale et les autorités de tarification.

La variation du poste « dépenses pour congés payés » correspond à l'engagement en matière de congés payés au titre de la période de référence de l'année en cours et des années antérieures.

La taxe d'apprentissage hors quota :

L'IME Pierre MERLI est habilité à percevoir de la taxe d'apprentissage hors quota.

Par dérogation, les ESAT sont également agréés à percevoir la taxe d'apprentissage hors quota.

Les opérations réalisées dans ce cadre sont comptabilisées dans des comptes spécifiques en immobilisation (21), en amortissement (28) et en subventions (13).

La méthode comptable utilisée (référence plan comptable et M22) n'entraîne aucune incidence sur le compte de résultat car la dotation aux amortissements est neutralisée par un produit d'exploitation (compte 747).

En 2024 la taxe d'apprentissage hors quota perçue s'élevait à 51 399 €. Elle comprenait une régularisation de la taxe d'apprentissage hors quota 2023 suite au changement du dispositif de collecte.

En 2025 la taxe d'apprentissage hors quota perçue s'élève à 28 328€.

V. Provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice Approuvé	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour litiges	270 816	99 021	203 283	166 555
Autres provisions pour risques	1 121 664	-	117 000	1 004 664
PROVISIONS POUR RISQUES	1 392 480	99 021	320 283	1 171 219
Provisions pour salaires	15 961	-	15 961	-
Autres provisions pour charges	897 974	331 552	239 679	989 847
PROVISIONS POUR CHARGES	913 934	331 552	255 640	989 847
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 306 415	430 573	575 923	2 161 066
Dont dotations et reprises :	-			-
- d'exploitation	2 306 415	430 573	575 923	2 161 066

Conformément aux dispositions du plan comptable, des provisions pour litiges sont constituées pour faire face aux sorties probables de ressources au profit de tiers.

Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêt des comptes et sur la base des éléments du dossier et des analyses de nos conseils.

Le montant du solde des provisions pour litiges s'élève à 166 555 € et correspond à :

- Des litiges salariaux : 129 522 €
- Des contentieux commerciaux liés à des travaux immobiliers : 37 033 €

Le montant du solde des autres provisions pour risques s'élève à 1 004 664 € et correspond à :

- Des abondements correctifs sur les comptes de personnels de formation (CPF) : 819 000 €. Les pénalités n'ont pas été provisionnées en raison de l'incertitude entourant les critères d'évaluation du respect des obligations en matière de parcours professionnel, lesquels sont sujets à diverses jurisprudences. Les éventuels abondements correctifs pour 2024 et 2025 n'ont pas été comptabilisés compte tenu de la dernière décision de justice qui a revu les critères d'application de sanctions pour non-respect des obligations relatives au parcours professionnels de salariés. La reprise de provisions correspond aux abondements correctifs prescrits. Le nombre d'entretiens professionnels non réalisés a été estimé à 40 en 2024 et 25 en 2025.
- Des risques de reversement de financements ARS concernant les revalorisations de la mesure Laforcade des charges d'intérim : 185 664 €, en attente d'une décision des financeurs.

Le solde de provisions pour salaires est nul suite à la reprise de provisions correspondante au rappel de salaire pour des heures de nuit sur la mas de Canta Galet s'élève à 15 961 € qui ont été réglées sur 2025.

Enfin, le montant du solde des autres provisions pour charges s'élève à 989 847 € et correspond à la provision liée à la contestation de l'exonération du versement mobilité, détaillée comme suit :

- Provisions pour versement mobilité au titre de 2022 : 77 972 €, incluant une reprise de provision pour le périmètre de la CASA
- Solde des majorations de retard pour 2022 (contrôle URSSAF 2019-2021) : 31 715 €
- Provisions pour versement mobilité au titre de 2023 : 298 970 €
- Provisions pour versement mobilité au titre de 2024 : 249 759 €
- Provisions pour versement mobilité au titre de 2025 : 331 552 €

La reprise de provisions sur 2025 relative au versement mobilité s'élève à 239 679 € et correspond au montant prescrit et au positionnement favorable de l'URSSAF.

VI. Ventilation du résultat

ACTIVITES	RESULTATS 2024			RESULTATS 2025		
	Résultats comptables	Reprises des Résultats N-2	Résultats Administratifs	Résultats comptables	Reprises des Résultats N-2	Résultats Administratifs
Résultats des activités sous contrôle de tiers financeurs	132 623,00 €		132 623,00 €	1 826 123,00 €		1 826 123,00 €
Résultats des activités propres	717 831,00 €		717 831,00 €	647 978,00 €		647 978,00 €
TOTAL	850 454,00 €	- €	850 454,00 €	2 474 101,00 €	- €	2 474 101,00 €



VII. Fonds dédiés (FD)

	FONDS DEDES	Montant à l'ouverture de l'exercice	Reports en FD au 31/12 (constitutions en 689)	Utilisations des FD au 31/12 (diminutions en 789)	Transferts entre FD au 31/12 (compte à compte)	Dont FD correspondants à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices	Solde au 31/12/25
191	Fonds reportés liés aux legs ou donations	225 505 €	11 462 €	2 105 €	158 435 €		393 297 €
192	Contributions financières des autorités de tarification à l'exploitation	2 541 048 €	709 941 €	151 330 €	0 €	1 385 412 €	3 099 659 €
	Contributions financières des autorités de tarification à l'investissement	2 259 413 €	94 240 €	203 137 €	0 €	443 020 €	2 150 516 €
194	Fonds Dédiés SAS et SAVS	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
195	Contributions financières d'autres organismes	126 077 €	40 263 €	50 084 €		22 614 €	116 255 €
	Fonds dédiés Don AFHETAI	1 469 €		1 469 €			0 €
	Fonds dédiés liés à la générosité du public Exploitation	698 150 €	465 191 €	6 797 €	-158 435 €	2 050 €	998 108 €
196	Fonds dédiés liés à la générosité du public Investissements	7 695 €		613 €		4 635 €	7 082 €
	Fonds dédiés Ressources AFHETAI	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	TOTAL	5 859 356 €	1 321 097 €	415 535 €	0 €	1 857 731 €	6 764 918 €

Fonds dédiés :

Les ressources de fonctionnement affectées à des projets clairement identifiés non utilisées au 31 décembre font l'objet d'une dotation en fonds dédiés. Leur utilisation fait l'objet d'une reprise de fonds dédiés.



VIII. Charges & produits constatés d'avance

- Charges constatées d'avance d'exploitation : 337 297 €
- Produits constatés d'avance d'exploitation : 5 727 €

IX. Etat des créances & des dettes

CREANCES	Montant brut N	à 1 an au plus	de 1 an à 5 ans	à plus de 5 ans
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>				
Titres immobilisés	3 989 021	3 989 021		
Autres immobilisations financières	151 713	151 713		
<u>ACTIF CIRCULANT</u>				
Avances et acomptes versés	34 177	34 177		
Créances redevables et comptes rattachés	4 361 295	4 361 295		
Créances reçues par leg et donation	236 967	236 967		
Autres créances	1 617 085	1 617 085		
Charges constatées d'avances	337 297	337 297		
TOTAL	10 727 556	10 727 556	0	0

DETTES	Montant brut	à 1 an au plus	de 1 an à 5 ans	à plus de 5 ans
<u>DETTES FINANCIERES</u>				
Emprunts & dettes auprès des éta de crédit	8 867 760	538 575	2 218 875	6 110 310
Dépôts et cautionnements reçus	5 082	5 082		0
Découvert des banques				0
TOTAL I	8 872 842	543 657	2 218 875	6 110 310
<u>AUTRES DETTES</u>				
Avances & acomptes reçus	561 062	561 062		0
Redevables créditeurs	0	0		0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 415 034	2 415 034		0
Dettes sociales et fiscales	7 057 965	7 057 965		0
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	587 644	587 644		0
Autres dettes	1 984 072	1 984 072		0
Produits constatés d'avance	5 727	5 727		0
TOTAL II	12 611 503	12 611 503	0	0
TOTAL III = I+II	21 484 345	13 155 160	2 218 875	6 110 310

A l'actif du bilan, l'augmentation du poste « Autres créances » de 1 126 k€ est due principalement aux produits à recevoir Laforcade/ Ségur réglés de façon décalée par le conseil départemental en janvier 2026.

Au passif du bilan, les avances et acomptes reçus diminuent de 244 k€ du fait de la variation de la facturation relative aux accueils des personnes en amendements cretons et à leur orientation.

L'augmentation de 200 k€ des dettes fiscales et sociales est liée à l'augmentation de la masse salariale brute et à des décalages de dates de règlements.



X. Honoraires du C.A.C.

Les honoraires dus au titre de l'exercice de la mission légale de commissariat aux comptes pour 2025 s'élèvent à 50 237 € TTC (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce).

Honoraires des commissaires aux comptes	
	Commissaire aux comptes
Honoraires afférents à la certification des comptes	50 237
Honoraires afférents autres que la certification des comptes	
Total	50 237

XI. Effectif salarié moyen

Cadres : 89,64 ETP

Employés : 579,42 ETP

XII. Information sur les rémunérations

Les organes de Direction de l'Association ont perçu un total de rémunération de 828 832,79 €.

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 Mai 2006 rend obligatoire l'information sur les rémunérations des trois plus hauts dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Les trois plus hauts dirigeants sont bénévoles (Président, Présidents adjoints) et ne perçoivent aucune rémunération.

Les bénévoles et administrateurs ne perçoivent aucune rémunération.

XIII. Contributions volontaires

L'importance des contributions volontaires et les mises à disposition offertes n'ont pas pu faire l'objet d'une valorisation.

XIV. Dettes pour congés payés

L'engagement en matière de congés payés au titre de la période de référence est évalué au 31/12/2025 à 3 172 479 € et comptabilisé en totalité en gestion contrôlée, en gestion commerciale pour les établissements et en gestion associative pour le siège social.



XV. Provisions pour indemnités de fin de carrière

Conformément aux dispositions du 3^{ème} alinéa de l'article R.314-45 du Code de l'Action Sociale des Familles qui prévoit que « les économies réalisables sur les charges de personnel doivent être employées, en priorité, au provisionnement adéquat des charges afférentes aux départs en retraite et aux comptes épargne temps » et aux clauses des CPOM CD06 et CPOM ARS qui autorisent la souscription d'un contrat d'externalisation des passifs sociaux relatifs aux indemnités de fin de carrière, les indemnités de fin de carrière provisionnées sont comptabilisées en charge depuis le 1^{er} janvier 2018.

À compter de l'exercice 2025, la méthode d'évaluation des engagements relatifs aux indemnités de fin de carrière retenue est celle des engagements déterminés selon la méthode actuarielle des unités de crédit projetées.

Cette méthode consiste à estimer, pour chaque salarié, les droits à indemnités de fin de carrière acquis au titre des services rendus à la date de clôture de l'exercice, en tenant compte d'une projection du salaire à la date probable de départ à la retraite. Le coût de l'engagement est réparti sur la durée d'activité du salarié.

L'évaluation des engagements prend en compte l'ensemble des salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les calculs intègrent notamment des hypothèses actuarielles relatives à l'âge de départ à la retraite, à l'évolution des rémunérations, aux probabilités de présence dans l'établissement jusqu'à la retraite ainsi qu'un taux d'actualisation permettant de déterminer la valeur actuelle de l'engagement.

Le montant des indemnités est déterminé conformément aux dispositions de la Convention Collective Nationale du Travail du 15 mars 1966, ainsi qu'à la législation en vigueur relative aux retraites.

Depuis le 1^{er} janvier 2019, l'évaluation et la comptabilisation des engagements sont réalisées conformément aux dispositions de l'instruction de la DGCS du 15 mai 2018 relative aux orientations de l'exercice 2018 pour la campagne budgétaire des établissements et services médico-sociaux.

Extrait Annexe 10 article 2-2-2 ESMS privés de l'instruction de la DGCS du 15/05/2018 :

« Dans un environnement « EPRD », pour les comptes de résultat non soumis à un équilibre strict, les provisions relatives aux comptes épargne-temps et aux indemnités de départ à la retraite n'ont plus lieu d'être neutralisées pour le montant qui excède celui des économies réalisées sur les charges du groupe II (dépenses de personnel). Comme dans le cas des établissements et services sociaux et médico-sociaux publics, le gestionnaire doit s'attacher en cours d'exécution budgétaire au provisionnement adéquat de ces charges. »

Ce mode de comptabilisation permet de ne pas avoir de retraitements dans le tableau de passage du résultat comptable au résultat administratif.



Le solde du compte 46861000 « ARIAL CNP ASSURANCES » au 31/12/2024 était de 664 550€.

Abondement de la provision d'indemnité de fin de carrière : + 952 329 €

Reprise de provisions d'indemnité de fin de carrière suite au départ de salariés : - 71 380 €

Un versement de 39 185 € a été effectué.

Le solde du compte 46861000 « ARIAL CNP ASSURANCES » au 31/12/2025 est de 1 506 315€.

XVI. Compte épargne temps

Montant du compte épargne temps à verser au titre de 2025 :	334 177€
Frais de tenue de compte CET :	5 019 €
Abondement complémentaire relatif aux revalorisations salariales :	71 308 €
Autres régularisations	7 138€
Soit un total d'abondement CET de :	417 642 €
Droits ouverts non exercés au 31/12/2025 :	55 466,30 Heures
Montant inscrit sur le compte CET au 31/12/2025 :	1 834 707,06 €

XVII. Détail des financements publics

Financements publics	Etat	DAS Monaco	Conseil Départemental	Autres	Total
Produits de tarification	26 299 488	91 738	27 040 113		53 431 339
Produits Laforcade - Attractivité secteur public -Ext Ségur			1 378 029		1 378 029
Subventions d'exploitation	-		-	53 073	53 073
TOTAL	26 299 488	91 738	28 418 142	53 073	54 862 441

L'écart constaté entre le montant des financements publics détaillés (54 862 441 €) et le montant des « concours publics » figurant au compte de résultat (55 375 040 €) s'explique par la non-prise en compte, dans le détail, de la quote-part de subventions virée au résultat (155 541 €) ainsi que des participations des usagers au CAJ (357 057€).



e. ENGAGEMENTS

I. Engagements reçus

Tableau de suivi des legs, donations et assurances vie

Détail de la rubrique « legs, donations et assurances-vie » figurant au compte de résultat :

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	441 094 €
Montant de la rubrique de produits "legs ou donations" définie à l'art. 213-9	11 462 €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs et donations	- €
CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs et donations.	11 462 €

En 2025, une plus-value latente de 11.462 € a été constatée en produits et neutralisée par un fonds dédié.

COMPTE EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

COMPTES D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTIVES AUTRES QUE LE PUBLIC (DOIG 91-772 DU 7 AOÛT 1991)					
EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES			1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
1.1 Réalisées en France			1.1 Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	41 084,76	11 605,24	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	53 562,00	38 024,21
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	452 556,00	850 112,43
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	649,00	708,06
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public					
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
TOTAL DES EMPLOIS	41 084,76	11 605,24	TOTAL DES RESSOURCES	506 767,00	888 844,64
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
4.1 Dotations aux provisions et dépréciations	475 117,75	878 689,56	2.1 Utilisations des fonds dédiés antérieurs	9 435,51	1 450,10
EXCIDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	516 202,51	890 294,80	TOTAL	9 435,51	1 450,10
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBIT D'EXERCICE (FONDS DEBIS)		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	-	0,00
			(+) Recouvrements et (-) décaissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN CREDIT D'EXERCICE (FONDS DEBIS)		
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE	EXERCICE		EXERCICE	EXERCICE
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE		
Réalisées en France	1453	1 140	Bénévolat		
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	1140	1 140
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS			Dons en nature	313	
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	1453	1140	TOTAL	1 453	1 140

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	EXERCICE N	EXERCICE N-1
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	965 971,18	88 731,78
(-) Utilisation	167 870,16	1 450,16
(+) Report	633 552,40	878 689,56
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	1 431 653,42	965 971,18

La ville de Cannes a mis à disposition la piscine des oliviers en 2024 et 2025 évaluée par la ville à hauteur 1140 euros.

A l'occasion du 70eme anniversaire de l'ADAPEI, la ville d'Antibes a mis à disposition les espaces du fort carré. Il est également constaté sur la ligne « dons en nature » des articles de décorations offerts par Center fête en 2025 à hauteur de 313 €.



II. Nantissements d'instruments financiers

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 1 520 000 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 30/01/2009 ayant pour objet l'acquisition du foyer de la MADELEINE.

Durée du nantissement : 25 ans

Montant du nantissement :

- 760 000 € jusqu'en avril 2024
- 380 000 € d'avril 2024 à avril 2034

Fin du nantissement : avril 2034

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 1 755 200 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 19/08/2008 ayant pour objet l'acquisition des foyers TORRINI, les LUCIOLES et la MAS des FONTAINES cédés par l'OPAM.

Durée du nantissement : 25 ans

Montant du nantissement :

- 438 800 € d'août 2024 à août 2033

Fin du nantissement : août 2033

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 765 000 euros souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 02/12/2009 ayant pour objet le financement de la restructuration immobilière du foyer des LUCIOLES à MENTON.

- Durée du nantissement : 15 ans

Deuxième versement le 23/12/2010 pour 306 000 euros

Montant du nantissement : 153 000 euros

Fin du nantissement : décembre 2025

- En vue de garantir le remboursement d'un prêt de 2 000 000 € souscrit auprès de la Caisse d'Epargne le 05/12/2011, pour une durée de 30 ans, ayant pour objet le financement de la construction d'ESATITUDE ANTIBES.

- Durée du nantissement : 15 ans

Montant du nantissement : 1 000 000 €

Fin du nantissement : janvier 2027.



III. Dettes garanties par des suretés réelles

Aucune dette n'est garantie par des suretés réelles.

IV. Garantie des collectivités locales

Dans le cadre du financement de la création du FAM et du Foyer de Vie « les Palmiers », le prêt d'un montant de 4 405 000 € souscrit auprès du Crédit Foncier de France a été garanti solidairement à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par la ville du Cannet (délibération du Conseil Municipal du 20 avril 2011) et à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par le Conseil Départemental 06.

Dans le cadre du financement de la réhabilitation du Foyer de Malbosc, le prêt d'un montant de 1 000 000 € souscrit auprès du Crédit Foncier de France a été garanti solidairement à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par la communauté d'agglomération du pays de Grasse (délibération du 10 juillet 2009) et à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre du prêt par le Conseil Départemental des Alpes Maritimes.

Dans le cadre du financement de l'acquisition du 20 octobre 2022 du FAM « Les Clémentines » auprès d'Habitats 06, les prêts PLS consentis à ces derniers ont été transférés à l'Association moyennant les mêmes conditions que les contrats initiaux, à savoir : le maintien des cautions des financeurs, du taux et de la durée de remboursement et moyennant les frais de transfert habituels en la matière. Ainsi, les 3 lignes de prêts d'un montant total de 2 182 279 € (prêts n° 1158396, n°1319965, n°1320106) gérés par la Caisse des Dépôts et Consignation (CDC) continuent d'être garantis solidairement à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre des prêts par la ville du Cannes conformément à la délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2022 relative au maintien de garantie et à hauteur de 50 % de toutes les sommes dues au titre des prêts par le Conseil Départemental 06 conformément à la convention de transfert de prêt signée entre l'ADAPEI AM et le CD06 le 17/01/2024.

f. OPERATIONS DE CREDIT BAIL

Il n'y a aucun contrat de crédit-bail souscrit sur l'exercice 2025.



Lexique

ARS : Agence Régionale de Santé

CAJ : Centre d'Accueil de Jour

CD06 : Conseil Départemental des Alpes Maritimes

CET : Compte Epargne Temps

CITS : Crédit d'impôts taxe sur salaires

CNR : Crédit non reconductible

CPOM : Contrats Pluriannuels d'Objectifs & de Moyens

DAP : Dotation Aux Provisions

EAM : Etablissement d'accueil médicalisé

EPRD : Etat prévisionnel des ressources et des dépenses

ERRD : Etat de réalisation des ressources et des dépenses

ETP : Equivalent Temps Plein

FIR : Fonds d'intervention Régional

FIMS : Fonds pour la modernisation et l'investissement du système de santé

GVT : Glissement Vieillissement Technicité

IFC : Indemnités de fin de carrière

IJSS : Indemnité Journalière de Sécurité Sociale

PA : Personne Accompagnée

PCPE : Pôle de Compétences Prestations Externalisées

TH : Travailleurs Handicapés

UEEA : Unité d'Enseignement en Elémentaire Autisme

